



Contribution du ROSA/IFSN à l'atelier de partage du CNCR sur la crise alimentaire au Sénégal.

**sur le thème: évolution de la sécurité alimentaire et
ses conséquences sur les ménages urbains et
ruraux, le cas des filières riz, arachide, horticole,
élevage, céréale.**

**Par Mr Zakaria Sambakhé
sociologue membre du ROSA/ifsn**

Plan de présentation

- I. Présentation de ROSA/IFSN
- II. Analyse des constats
- III. Analyse des opportunités
- IV. Analyse des contraintes :
- V. réponses des populations face à la .
Crise alimentaire.
- VI. Réponses de l'état
- VII. Recommandations

I.Présentation du ROSA

- Lancement du réseau des organisations de la société civile pour la sécurité alimentaire au Sénégal (ROSA) en 22 Février 2008 à Kaolack.
- Avril 2008 création officielle à Thiès après adoption de la déclaration d'engagement par les organisations membres.

Objectif du Rosa .

Contribution à l'atteinte de la sécurité alimentaire à travers l'approche droit

II. Analyse des constats

- Des lenteurs dans la mise en place d'une politique agricole cohérente qui répondent aux besoins des paysans.
- la prolifération des plateformes paysannes, qui fragilise le mouvement.
- le faible contrôle des moyens de productions par les groupes vulnérables et spécifiquement les femmes.

Analyse des Constats

- La baisse du taux de couverture céréalière dans plusieurs zones où il ne dépasse pas 5 mois (source : SECNSA, janvier 2008) ; dans certaines zones comme Kébémér et Mbacké, fatick ce taux est de 1 à 2 mois
- l'absence de perspectives pour les jeunes dans le monde rural entraînant l'exode et l'émigration clandestine.

L'objectif de l'étude

- disposer des données qualitatives sur l'évolution de la sécurité alimentaire dans les différentes filières crise alimentaire
- La méthodologie de l'étude
- L'étude a été réalisé par une équipe pluridisciplinaire qui a recueillie des données qualitatives auprès des populations rurales à travers des outils participatifs :

Résultats de l'étude

- L'étude a permis d'identifier dans les différentes zones, et filières plusieurs potentialités, mais aussi des contraintes
- Les tentatives de réponses des organisations paysannes et des autorités

III. Analyse des opportunités

Existence d'espaces cultivables, d'eau, une population jeune et ambitieuse.

Existence d'un cadre institutionnel et des stratégies comme le DSRP, OMD, la SCA, le SNEEG pour capter les financements selon des principes directeurs clairs.

La politique de décentralisation qui rapproche l'administration des administrés

La ratification de plusieurs conventions Internationales

Les programmes de l'Etat (REVA, Goana, programmes spéciaux qui découlent d'une volonté politique.

Existence de dispositifs organisationnels des producteurs et des ongs

Malgré ces potentialités plusieurs contraintes existent

IV. Analyse des résultats

- **Contraintes politiques**
- Le mode d'affectation des terres
- discrimination à l'endroit des femmes

Les acteurs interrogés révèlent que les textes sur le domaine national sont clairs.

Cependant dans la pratique certaines coutumes ne sont pas favorable à l'accès des femmes à la terre. Elles sont obligées de louer ou d'emprunter des lopins de terres.

Contraintes politiques

- Non diffusion des textes administratifs lié à la gestion des terres.

Il est donc apparu que la pauvreté (l'insecurité alimentaire) des femmes s'est aggravée à cause de leur faible accès aux facteurs de productions. Selon les statistiques elles produisent 80% de la production et ne disposent pas plus de 2% des moyens de productions.

Contraintes politiques

Déficit d'encadrement des paysans

- Les structures d'appui et de Conseils ANCAR et la DRDR et autres n'arrivent pas à répondre efficacement aux besoins des paysans: en conseils, en formations de qualité en suivi de proximité.
- Considérations partisans dans la distribution des matériels agricoles.
 - vétusté des matériels dans la plus part des exploitations familiales.

Contraintes politiques

Incohérence entre les discours et la réalité sur le terrain.

Au moment où l'on spéculé sur l'existence de la faim ou pas dans le monde rural, l'étude a révélé que la malnutrition aigue chez les enfants de -5ans et de anémie chez certaines femmes dans plusieurs villages de Kaolack, Fatick, Diourbel, etc, le phénomène du « kobar diassi », prennent de l'ampleur faute de nourriture adéquate et suffisante

Contraintes politiques

Les programmes de l'Etat

- Faible implication des paysans dans la conception et l'exécution des programmes: les programmes spéciaux, le plan Reva et la Goana.

les organisations de producteurs des filières estiment qu'ils n'ont pas été consulté ni impliqués

- ces programmes ont accentués la pression foncière, dans la zone des Niayes(plan Reva) dans Ferlo 20milles ha, dans la vallée 5milles ha, a Kédougou 80milles ha.

Contraintes économiques

- Baisses drastiques de revenus des paysans
- Les coûts de renoncement sont très importants sur les mêmes superficies plusieurs chefs de familles ont vu leurs revenus baissés .
- Par exemple : un paysan de la zone des Niayes soutient que la *culture de manioc dans le cadre programme spécial manioc*) a occasionné des pertes de 600000 FCFA parce que les $\frac{3}{4}$ des champs cultivés en chou pouvaient lui rapporter un tel montant.

Contraintes économiques

- Retard dans la mise en place des intrants
- la cherté des intrants liés à la spéculation des engrais des produits phytosanitaires, à l'application des taux d'intérêts élevés
- Forte spéculation sur les intrants

Cette spéculation profite aux commerçants véreux (par exemple ces derniers vendent l'engrais à 300 ou 400f/Kg au lieu de 100f,).

Contraintes économiques

L'Énergie

- Le Coût très élevé (75 000 francs à 105 000 francs /ha / campagne dans la vallée pour la redevance énergie)
- Paiement de prime fixe à la SENELEC pour les riziculteurs .
- Dépendance à une pluviométrie souvent incertaine et insuffisante
- **Le Crédit**
- L'accès est très difficile pour la quasi-totalité des producteurs,

Contraintes économiques

La Commercialisation

- absence de pistes de productions dans plusieurs villages.
- La concurrence déloyale des produits importés.
- Prix non rémunérateur: le cas de l'arachide
- Bradage des récoltes pour répondre à certains besoins immédiats.

Contraintes socio culturelles

une mauvaise habitude alimentaire liée à une forte dépendance au riz et autres denrées importés,

réduction de la main d'œuvre au niveau des exploitations familiales.

Sentiment de démission des paysans

V. Les réponses des producteurs « la voix des paysans »

- Le recours aux métiers suivant: petits commerces, cultures de gowé, vente de bois mort,
- La diversification des activités des cultures : l'exemple d'anacarde, activités de transformation,
- Une tendance à des cultures de court cycle (haricot pastèque,)
- Le renforcement de la cohésion sociale, solidarité agissante.
- Reconstitution du capital semencier, En vue d'améliorer la production.
- Construction de banques céréalières avec de certaines ONG et bailleurs pour prévenir les crises.

VI. Réponses de l'Etat

- l'engagement politique à Maputo pour allouer 10% du Budget à l'agriculture.
- Distribution des vivres de soudures pendant la période de crise.

- Proposition de programmes agricoles

Le plan Reva, la Goana et des programmes spéciaux.

VII. Recommandations

Accélération de la réforme foncière.

Favoriser une démarche inclusive dans la conception, la mise œuvre, et le suivi évaluation des programmes et projets agricoles destinés aux paysans.

Rendre le monde rural attrayant.

encourager le retour vers la terre en faisant de l'agriculture familiale le pilier de la croissance, et de la maîtrise de l'eau une priorité.

Faciliter l'accès aux intrants de qualités, accessible financière technique, pour éviter la tyrannie des intermédiaires et la baisse des rendements.

Une meilleure organisation du circuit de commercialisation et surtout offrir des prix rémunérateurs

Merci de votre attention

